



TRIBUNE

LE REPORT DU MIE : EFFET COLLATERAL DE LA CRISE DES JEUX EN LIGNE EN France par Francis Merlin Délégué Général du MiE

J'avais indiqué dans ma dernière étude sur « le bilan des jeux en ligne un an après l'ouverture », que certaines contraintes législatives étaient inadaptées à la réalité économique du marché et que nous arrivions à un stade du développement où la situation allait se dégrader. Effectivement, le processus s'est brusquement accéléré au cours des 4 derniers mois. Les opérateurs étranglés par la fiscalité et par une offre de jeux restreinte et un taux de retour au joueur sont contraints à rogner sur leurs dépenses marketing et communication. Le MIE, comme du reste l'ensemble des acteurs de l'économie des jeux en ligne est la victime collatérale de cette situation. Les opérateurs resserrent toutes leurs dépenses et ont renoncé à participer au MiE, le nombre des désistements nous a conduit à prendre la décision de reporter la manifestation et ce, malgré des colloques réunissant les plus hautes autorités notamment européenne et une cérémonie d'Awards qui s'annonçait prestigieuse. Nous espérons que des mesures rapides soient apportées pour relancer le marché Français des jeux en ligne. Voici le triste bilan auquel sont confrontés les opérateurs de jeux et paris en ligne.

1- Bilan du marché français des jeux en ligne :

Le bilan des jeux en ligne à ce jour est globalement en régression, le CA n'a pas progressé au cours du deuxième semestre, et à ce jour, il est globalement en régression. Quant aux 3,2 millions de joueurs inscrits à l'ouverture, seuls 1,3 million de joueurs restent actifs (Arjel).

- ▶ **Le bilan des paris sportifs** : Un montant des paris qui est passé de 248 au début à 147 millions au 1^{er} trimestre 2011 (Arjel) et un nombre de joueurs divisé par 3. Ce sont les paris sur le football qui pénalisent les paris sportifs, ils ne représentent que 57% (Arjel) des paris sportifs contre 92% pour les autres pays.
- ▶ **Le bilan du poker en ligne** : un bon démarrage lié notamment au relai médiatique des tournois terrestres. Il semblerait qu'au cours des derniers mois le montant des mises soit en régression, ce qui ne va pas être sans conséquences sur ce marché extrêmement concurrentiel avec pas moins de 25 opérateurs agréés.
- ▶ **Le bilan des paris hippiques en ligne** : Il faut pondérer le bon résultat, puisque le marché a démarré avec l'apport des paris hippiques autorisés en ligne pour le PMU 2 ans avant l'ouverture. En 2009, le chiffre d'affaires annuel des paris hippiques en ligne du PMU était de l'ordre de **600 millions d'euros**, aujourd'hui le montant total des paris hippiques en ligne est de 925 millions d'euros (Arjel).
- ▶ **En conclusion** : il apparaît que le poids des contraintes législatives dont certaines dispositions qui sont totalement inadaptées à la réalité du marché, commence à peser sur le poker et dans une moindre mesure sur les paris hippiques quant au secteur des paris sportifs, il est sinistré, et dans une spirale négative assez inquiétante si l'on en juge la diminution constante du nombre de parieurs. Aucun opérateur ne peut atteindre l'équilibre, beaucoup sont exsangues, certains ont jeté l'éponge, et beaucoup ne survivront pas à cette situation.

2- Le point sur la législation des jeux en ligne :

► **La législation actuelle** : On ne peut que saluer la mise en place d'une législation sur les jeux en ligne, sous l'impulsion dynamique du Sénateur Francois Trucy, afin notamment de protéger les 2 millions de joueurs qui étaient en danger sur les sites illégaux. S'agissant d'un secteur totalement nouveau, l'exercice était difficile pour le législateur. Sur le fond, il est à constater que deux éléments essentiels qui sous-tendent cette loi, c'est-à-dire le **risque d'addiction et le blocage des sites illégaux, faute de recul ont été mal évalués**. En conséquence, de nombreux jeux ou types de jeux ont été interdits au principe du risque d'addiction, mais comme il est impossible de bloquer les sites illégaux, des centaines de milliers de joueurs continuent à jouer à ces jeux interdits sur les sites illégaux, sans aucune protection contre l'addiction.

► **Les conséquences de ces dispositions inadaptées de la législation Française** :

L'interdiction des jeux ou types de jeux conduit 800 000 joueurs (Ipsos) sur les sites illégaux sans aucune protection contre les risques d'addiction et de fraude. Cette situation prive les opérateurs d'une part de marché substantielle de l'ordre de 30% et l'hexagone de retombées économiques et fiscales importantes. Les opérateurs sont donc frappés par une fiscalité écrasante et par une offre limitée qui freine considérablement le développement du marché.

3- Le point sur les risques d'addiction des jeux en ligne et les sites illégaux :

Comme je l'indiquais les risques d'addiction et de blocage des sites illégaux ont été mal évalués, voici la situation actuelle :

3-A Le point sur les risques d'addiction :

Comme je l'indiquais dans mon étude sur le sujet en juin de cette année, faute d'une étude d'envergure, sur une période significative, il est difficile de mesurer l'impact des jeux en ligne en France sur les joueurs à problèmes ou addicts.

Cependant, nous disposons de plusieurs études sérieuses en GB sur une durée de 3 à 5 ans, qui montrent que les jeux en ligne n'ont eu qu'une faible incidence sur le chiffre total des joueurs addicts qui n'a pratiquement pas bougé sur ces périodes. Il semblerait que l'offre pléthorique des jeux terrestres en GB avait déjà capté les joueurs à problèmes. En France, la situation est à peu près la même, l'offre des jeux terrestres est abondante, et elle rassemble de l'ordre de 30 millions de joueurs terrestres (casinos, française des jeux, paris hippiques). Attendons donc une étude Française pour mesurer l'incidence exacte des jeux en ligne sur les joueurs à problèmes. Pour les jeux en ligne ce sont les jeunes joueurs qui sont les plus vulnérables. En France, les mesures de protection des joueurs en ligne sont les plus importantes et les meilleures qui existent actuellement. Le problème est que de nombreux jeux ou paris ont été interdits en France sous prétexte du risque d'addiction et que des centaines de milliers de joueurs et notamment les plus jeunes qui sont les plus fragiles s'exposent au risque d'addiction et de fraudes sur les sites illégaux, parce que comme nous allons le voir, il est impossible de bloquer les sites illégaux, comme je l'avais indiqué dans une étude sur le sujet antérieure au vote de la loi.

3-B Le point sur les sites illégaux :

► **La situation des sites illégaux aujourd'hui** : Une grande partie des joueurs illégaux ont rejoint le marché français des jeux en ligne, mais de l'ordre de 800 000 (Ipsos) continuent à fréquenter les sites illégaux, ils étaient 2 millions avant l'ouverture du marché.

► **Qui sont ces joueurs ?** Ce sont de l'ordre de 350 000 joueurs qui ne sont pas satisfaits de l'offre française et ceux qui jouent aux jeux interdits en France comme les jeux de casinos et de bingo en ligne, de l'ordre de 450 000 joueurs.

► **Les mesures de blocage des sites illégaux ne sont pas efficaces** : L'Arjel a effectué dans ce domaine un travail remarquable, 1000 sites ont été mis sous surveillance, mais la tâche du Président Vilotte est impossible, parce que comme l'a déclaré récemment la **Commission Européenne**, près de 15 000 opèrent en Europe et le blocage des sites illégaux est très difficile voire impossible.

► **Le meilleur moyen de lutter contre les sites illégaux** : Un organisme international de lutte contre les sites illégaux serait utile, mais loin d'être suffisant, notamment à cause des milliers de sites illégaux basés dans des pays exotiques. Comme je l'ai indiqué dans mon étude sur le sujet, seule l'autorisation de certains jeux et type de jeux actuellement interdits ramènerait les joueurs en France.

4- Le marché des paris sportifs en ligne :

A) Les causes du faible démarrage des paris sportifs ?

1- les causes imputables à la législation :

- ▶ **La limitation des sports et des types de paris** : La principale cause du non-démarrage des paris sportifs est la limitation de l'offre en termes de sports autorisés, mais surtout en termes de mode de paris. L'offre est inadaptée, le bilan catastrophique des paris sportifs le prouve.
- ▶ **Le taux de retour au joueur** : Certains parieurs qui comparent les cotes françaises avec celles des sites illégaux sont tentés de les fréquenter pour gagner plus. Le problème pour les opérateurs est que ce sont les plus gros joueurs qui sont les mieux informés qui s'échappent sur les sites illégaux.

2- les causes structurelles :

- ▶ **Le manque de culture terrestre des paris sportifs** : l'Italie, la Grande-Bretagne, n'ont eu qu'à accompagner la migration des parieurs sportifs terrestres vers les paris sportifs en ligne, ce qui était plutôt facile. Pour la France, il faut créer un marché.
- ▶ **Le manque d'intérêt championnat de football français** : Il est clair que ce sont les grands événements footballistiques et notamment les internationaux qui génèrent des paris en ligne, d'où la nécessité d'élargir l'offre.

3) Le fiasco de l'équipe de France : Il n'a pas contribué à l'amorçage des paris sportifs, c'est dommage, la dynamique a été cassée.

B) La difficulté d'anticipation des contraintes du marché Français par les opérateurs :

Les opérateurs connaissaient le poids des contraintes du marché français des paris sportifs, mais ne pas être présent à l'ouverture du marché Français, c'était obérer une chance de pouvoir s'implanter en bonne position sur un des principaux marchés d'Europe.

C) Quel est l'avenir des paris sportifs en ligne en France ?

Comme je l'ai indiqué dans l'étude sur le bilan un an après l'ouverture, non seulement le marché des paris sportifs ne peut pas se développer, mais par un effet mécanique il va régresser. Les opérateurs du fait de la taxation trop importante n'ont plus les moyens marketings pour développer le marché, ils consacrent la majorité de leurs moyens à conserver leurs clients ou à essayer de capter ceux des concurrents. Dans ces conditions des opérateurs majeurs ont jeté l'éponge et d'autres risquent de disparaître. Seule une modification des règles qui régissent le marché des paris sportifs peut relancer le marché et plus on laisse ce marché s'enfoncer, plus il sera difficile de remonter la pente. En attendant ce sont les concurrents, c'est-à-dire les sites illégaux qui bénéficient de cette situation.

5- Les jeux de casinos en ligne

- ▶ **Le poids économique du marché des casinos en ligne** : Les jeux de casinos en ligne représentent pour la France une part importante du marché de jeux en ligne. En Italie, les perspectives de CA le marché des casinos en ligne ouverts récemment, même si elles sont trop optimistes sont de 10 milliards d'euros sur un an, soit le chiffre d'affaires total des jeux en ligne français sur un an.
- ▶ **Les joueurs qui fréquentent les sites illégaux des casinos en lignes** : C'est le contingent le plus important des joueurs sur les sites illégaux, de l'ordre de 450 000. Jean-Marc Druesne de Google France, lors d'un récent salon, a indiqué que depuis l'ouverture du marché français le nombre de requêtes pour le vocable casino sur le seul moteur de recherche Google, était de 1,8 millions tous les mois et ce depuis juin 2010, soit de l'ordre 22 millions de requêtes. Cela représente probablement, aujourd'hui, un marché illégal de plusieurs dizaines voir centaines de millions d'euros .
- ▶ **L'apport des jeux de casinos en ligne au marché Français** : Dans tous les autres pays, les jeux et paris en ligne constituent un marché global, c'est-à-dire que les joueurs sont multijeux, 25 % des joueurs pratiquent plusieurs jeux ou paris en ligne. Les jeux de casinos amèneraient donc une clientèle nouvelle qui pourrait bénéficier du marché du poker, des paris hippiques et des paris sportifs. Mais cette ouverture permettrait également aux opérateurs français de casinos en ligne (Barrière, Partouche...) d'opérer en France .

6- La clause de revoyure :

Quelles sont les mesures qui devraient selon les opérateurs être examinées lors de la clause de revoyure pour relancer le marché ?

- ▶ **La modification de la fiscalité appliquée aux opérateurs** : il faudrait taxer les opérateurs non plus sur les mises, mais sur le produit brut des jeux.
- ▶ **La modification du plafonnement du taux de retour aux joueurs** : le taux de retour aux joueurs est aujourd'hui plafonné à 85 % alors qu'il est à 92% en moyenne dans les autres pays d'Europe. Certains joueurs se rendent compte au travers des forums des différences de gains significatives. Et pour gagner plus, ils se rendent sur les sites illégaux. Le problème, pour les opérateurs, est que ce sont les gros joueurs qui s'échappent, ces 10% de gros joueurs représenteraient de l'ordre de 60 à 70% des mises tous jeux confondus ;
- ▶ **Pour les paris hippiques en ligne** : autoriser beaucoup plus de courses et notamment des étrangères, d'autres types de paris
- ▶ **Pour les paris sportifs en ligne** : Autoriser d'autres types de sports et de paris, comme paris à handicap qui est de nature à booster le marché, les paris sur les matchs amicaux
- ▶ **Pour le poker en ligne** : une taxation sur le produit brut des jeux, une ouverture à d'autres pays régulés, plus de variantes de poker
- ▶ **L'autorisation des jeux de casinos et de bingo en ligne** : Pour booster le marché global des jeux en ligne

7- Les perspectives des jeux en ligne :

Les perspectives du marché sont principalement liées aux dispositions législatives qui encadrent ce marché. Si ces contraintes, dont certaines sont totalement inadaptées aux réalités du marché, ne sont pas levées, le marché va régresser pour le poker et stagner pour les paris hippiques et plonger pour les paris sportifs.

Si des dispositions sont prises rapidement dans le cadre de la clause de revoyure, les perspectives sont bonnes parce que les potentialités du marché Français des jeux en ligne sont parmi les toutes premières en Europe. Les Italiens ont réussi à relancer leur marché en apportant de manière réaliste des modifications qui sont les mêmes que celles demandées aujourd'hui par les acteurs des jeux en ligne en France.

Le problème c'est que plus on attend plus la situation se dégrade et plus la pente sera dure et plus longue à remonter. En attendant ce sont les sites illégaux qui en profitent.